

## **Sondage d'opinion sur la politique de développement: Avis de Martin Dahinden, directeur de la DDC**

Parmi les multiples informations que nous fournit le sondage d'opinion, j'aimerais commenter quelques-uns des résultats qui concernent plus particulièrement la DDC:

### **Pays en développement face aux défis de la politique intérieure**

Depuis le dernier sondage, il y a cinq ans, la perception que l'électorat suisse a des problèmes mondiaux et des pays en développement a évolué.

Cette perception dénote moins la sensibilité aux problèmes actuels et le sentiment de responsabilité quant aux conditions de vie dans les pays du Sud. Les gens associent aujourd'hui davantage les pays en développement avec le fondamentalisme religieux, le chômage et les migrations, toutes des problématiques qui ont un rapport avec la politique intérieure. Les considérations économiques et le lien entre politique de développement et politique de l'asile ne sont plus des tabous.

Si la politique suisse de développement tient compte de cette évolution dans la perception des choses, elle ne peut cependant se laisser guider par un utilitarisme apparent. Elle doit plutôt faire le lien entre défis mondiaux et problèmes de politique intérieure, afin de faciliter la recherche de solutions valables pour tous les acteurs.

Le Programme global Migration illustre fort bien cette approche, mais on la retrouve aussi dans nos efforts visant à atténuer le changement climatique et à garantir la sécurité alimentaire. Créer des perspectives dans le Sud accroît la sécurité dans le Nord. Car nous vivons dans un seul monde.

L'étude démontre à loisir que la population, en particulier les jeunes, souhaite voir la coopération au développement contribuer à surmonter les problèmes mondiaux. La coopération au développement de la Confédération est donc sur la bonne voie.

### **Notoriété de la DDC en hausse**

La majorité des habitants suisses savent aujourd'hui ce qu'est la DDC, dont le degré de notoriété a enregistré une nette hausse ces dix dernières années: en 1999, seuls 20 % de la population connaissaient la DDC, en 2004 le taux était passé à 41 % et atteint aujourd'hui 57 %. Ces chiffres sont remarquables pour une institution essentiellement active à l'étranger.

Cette progression témoigne à mon avis d'une chose: avec la mondialisation, les activités suisses à l'étranger (et pas seulement celles de la DDC) ont gagné en importance et sont suivies de près en politique intérieure. Car la politique étrangère ne se contente plus d'entretenir des relations commerciales et des contacts diplomatiques; elle se pose aussi en garante de certaines valeurs à l'échelle mondiale.

Le travail de la DDC se fonde sur la solidarité traditionnelle de notre pays. Il témoigne d'une Suisse ouverte au monde, prête à assumer ses responsabilités internationales.

### **Un large ancrage**

Le fléchissement économique n'a pas entamé la solidarité de la population avec les régions pauvres: 53 % des personnes interrogées estiment que la Suisse doit maintenir sa coopération au développement à son niveau actuel et 30 % préconisent même de l'augmenter. Ces chiffres correspondent à une hausse de 8 % par rapport à 2004. La coopération au développement est donc sans conteste une tâche qui incombe à l'Etat et elle est solidement ancrée au sein de la population.

Il est toutefois étonnant de constater que les personnes interrogées surestiment l'effort de la Suisse, tant par rapport aux dépenses d'autres pays de l'OCDE qu'en chiffres absolus. Seuls 14 % des électeurs et électrices suisses sont à même de donner une estimation correcte des montants consacrés à la coopération au développement, 64 % les surévaluent plus ou moins et 22 % ne se prononcent pas du tout.

### **L'attention est volatile**

Si la DDC est certes plus connue en tant qu'institution, les citoyennes et les citoyens suisses en savent aujourd'hui moins sur les pays en développement et sur les défis de la coopération au développement.

Divers indicateurs montrent que les connaissances sont plus superficielles et que les gens sont moins conscients des problèmes. Ce changement s'explique notamment par le manque d'intérêt dont les médias ont fait preuve pour le développement ces dernières années.

Or les médias, surtout la télévision, représentent la principale source d'information sur la coopération au développement. Contrecarrer leur tendance à se désintéresser du sujet constitue cependant un défi à double titre. D'une part, la DDC doit veiller plus encore à tirer systématiquement le bilan de ses activités et à le diffuser sous une forme accessible à tous. D'autre part, elle doit utiliser de nouveaux canaux et formes de diffusion, afin d'élargir le cercle des personnes informées. Comme vous le savez, ce travail d'information relève du mandat défini par le Conseil fédéral et le Parlement.

### **Un rôle important pour l'économie suisse**

Une proportion croissante de la population juge que l'économie suisse peut aussi contribuer à résoudre les problèmes de la pauvreté et du sous-développement. Et je partage cette opinion.

Ces dernières années, les acteurs étatiques ont d'ailleurs intensifié leur collaboration avec l'économie privée. Cet effort ne vise pas en priorité à ouvrir de nouveaux marchés, mais à mobiliser l'immense savoir-faire de l'économie privée pour surmonter les problèmes de développement.

L'économie privée suisse est en effet à même d'offrir des solutions innovantes dans les domaines de l'efficacité énergétique, de la gestion de l'environnement et de l'eau. Or ces domaines revêtent tous une importance croissante pour les pays émergents et en développement face à la perspective du réchauffement climatique. De l'avis de la DDC, le partenariat avec l'économie privée offre une chance de renforcer la coopération suisse au développement.

### **Conclusion: une solidarité sans faille**

Le fléchissement économique n'a entamé en rien la solidarité de la population suisse. Preuve en sont les sommes réunies en faveur des victimes du séisme en Haïti. On peut en conclure que la coopération au développement n'est pas une tâche comme les autres qui incombent à l'administration. C'est bien plus un engagement que la Suisse met en oeuvre au nom de la solidarité et qui bénéficie toujours d'un large appui au sein de la population.

A une époque où la Suisse n'a pas toujours bonne presse sur la scène internationale, la coopération au développement est une excellente ambassadrice de notre pays. Car elle véhicule l'image d'une Suisse prête à assumer ses responsabilités internationales et à mettre son savoir à disposition pour relever les défis mondiaux.

Martin Dahinden  
Directeur de la DDC